

34/122. Assistance pour la reconstruction, le relèvement et le développement de l'Ouganda

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par les tragiques pertes en vies humaines, les vastes dégâts matériels et les graves dommages subis par l'infrastructure économique et sociale de l'Ouganda au cours des huit dernières années,

Affirmant le besoin urgent d'une action internationale pour venir en aide au Gouvernement ougandais dans ses efforts pour la reconstruction, le relèvement et le développement du pays,

Considérant le problème urgent que représentent la réinstallation et la réinsertion dans les structures permanentes de la société des nombreux réfugiés et personnes déplacées rentrant en Ouganda et la nécessité d'une aide d'urgence immédiate,

Tenant compte de la préoccupation exprimée par les Etats Membres au sujet de la situation en Ouganda et de l'intérêt qu'ils portent à un retour rapide du pays à des conditions de vie normales ainsi qu'à sa reconstruction et à son développement,

Reconnaissant que l'Ouganda est non seulement un pays sans littoral, mais aussi un des pays en développement les moins avancés et les plus gravement touchés,

Notant les appels lancés par le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en faveur d'une assistance humanitaire d'urgence à l'Ouganda,

Prenant note de la déclaration faite le 28 septembre 1979 par le Président de l'Ouganda devant l'Assemblée générale⁸¹,

Notant qu'une réunion de donateurs sur l'assistance à l'Ouganda a eu lieu à Paris du 6 au 8 novembre 1979 sous les auspices de la Banque mondiale,

1. *Souscrit* aux appels lancés par le Secrétaire général et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés en faveur d'une assistance humanitaire à l'Ouganda et demande aux Etats Membres, ainsi qu'aux organisations internationales, de répondre généreusement à ces appels;

2. *Accueille favorablement* les efforts déployés par le Gouvernement et le peuple ougandais pour la reconstruction, le relèvement et le développement de leur pays;

3. *Lance un appel pressant* à tous les Etats Membres, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions économiques et financières internationales, pour qu'ils contribuent généreusement, par des voies bilatérales ou multilatérales, à la satisfaction des besoins de l'Ouganda en matière de reconstruction, de relèvement et de développement;

4. *Prie instamment* les Etats Membres et les institutions économiques et financières internationales de répondre généreusement à l'appel lancé lors de la réunion de donateurs à Paris;

5. *Prie* le Secrétaire général de mobiliser les ressources nécessaires à un programme international d'assistance financière, technique et matérielle à l'Ouganda en vue de répondre aux besoins à court et à long terme du pays en

matière de reconstruction, de relèvement et de développement;

6. *Invite* les programmes et les organismes compétents des Nations Unies — en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale — à maintenir et à accroître leurs programmes présents et futurs d'assistance à l'Ouganda, à coopérer étroitement avec le Secrétaire général pour organiser un programme international efficace d'assistance et à faire rapport périodiquement au Secrétaire général sur les mesures qu'ils ont prises et les ressources qu'ils ont rendues disponibles afin de venir en aide au pays;

7. *Prie* le Secrétaire général de prendre des dispositions pour assurer la coordination efficace à Kampala des efforts déployés par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies relativement au programme spécial de relèvement et de reconstruction de l'Ouganda;

8. *Appelle l'attention* de la communauté internationale sur le compte spécial pour l'Ouganda qui a été ouvert dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes spéciaux d'assistance économique afin de faciliter le versement de contributions pour l'Ouganda et prie instamment les Etats Membres et les institutions financières internationales de contribuer généreusement à ce compte;

9. *Prie également* le Secrétaire général d'envoyer une mission en Ouganda, pour tenir des consultations avec le Gouvernement sur les besoins les plus urgents en matière de reconstruction, de relèvement et de développement, et de communiquer le rapport de cette mission à la communauté internationale;

10. *Prie en outre* le Secrétaire général de veiller à ce que des dispositions financières et budgétaires appropriées soient prises pour la mise sur pied d'un programme international efficace d'assistance à l'Ouganda et pour la mobilisation de l'assistance internationale;

11. *Invite* la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et la Banque mondiale, à attirer l'attention de leurs organes directeurs, aux fins d'examen, sur les besoins particuliers de l'Ouganda et à rendre compte des décisions prises par ces organes au Secrétaire général avant le 15 août 1980;

12. *Prie* le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de poursuivre ses programmes d'assistance humanitaire en Ouganda;

13. *Prie* le Secrétaire général de garder la question à l'étude et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de

⁸¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Séances plénières, 14^e séance, par. 2 à 48.

sa trente-cinquième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application de la présente résolution.

104^e séance plénière
14 décembre 1979

34/123. Assistance pour la reconstruction, le relèvement et le développement de la Guinée équatoriale

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par les vastes dégâts matériels et les graves dommages subis par l'infrastructure économique et sociale de la Guinée équatoriale au cours des onze dernières années,

Affirmant le besoin urgent d'une action internationale pour venir en aide au Gouvernement de la Guinée équatoriale dans ses efforts pour la reconstruction, le relèvement et le développement du pays,

Considérant le problème urgent que représentent la réinstallation et la réinsertion dans les structures permanentes de la société des nombreux réfugiés et personnes déplacées rentrant en Guinée équatoriale et la nécessité d'une aide d'urgence immédiate,

Tenant compte de la préoccupation exprimée par les Etats Membres au sujet de la situation en Guinée équatoriale et de l'intérêt qu'ils portent à un retour rapide du pays à des conditions de vie normales, ainsi qu'à sa reconstruction et à son développement,

Notant la demande de coopération urgente que le Gouvernement de la Guinée équatoriale a adressée au Secrétaire général le 8 août 1979,

Prenant note de la déclaration faite le 27 septembre 1979 par le premier Vice-Président et Commissaire aux affaires étrangères de la Guinée équatoriale devant l'Assemblée générale⁸²,

Notant que le Secrétaire général a envoyé une mission interinstitutions en Guinée équatoriale pour évaluer les besoins humanitaires immédiats,

1. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général pour les mesures qu'il a prises en vue de mobiliser une assistance humanitaire en faveur de la Guinée équatoriale et invite la communauté internationale à répondre généreusement aux besoins humanitaires du pays;

2. *Accueille avec satisfaction* les efforts déployés par le Gouvernement et le peuple de la Guinée équatoriale pour la reconstruction, le relèvement et le développement de leur pays;

3. *Lance un appel pressant* à tous les Etats Membres, aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions économiques et financières internationales, pour qu'ils contribuent généreusement, par des voies bilatérales ou multilatérales, à la satisfaction des besoins de la Guinée équatoriale en matière de reconstruction, de relèvement et de développement;

4. *Prie* les Etats Membres ainsi que les programmes et les organismes des Nations Unies d'accorder des mesures spéciales à la Guinée équatoriale pour le reste de la deuxième

Décennie des Nations Unies pour le développement, en attendant que sa situation soit examinée par le Comité de la planification du développement;

5. *Invite* le Conseil économique et social à prier le Comité de la planification du développement d'examiner, à titre prioritaire, la situation de la Guinée équatoriale et d'envisager, à la lumière des données statistiques à jour, de la faire figurer sur la nouvelle liste des pays en développement les moins avancés qui doit être établie dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;

6. *Prie* le Secrétaire général de mobiliser les ressources nécessaires à un programme international d'assistance financière, technique et matérielle en faveur de la Guinée équatoriale en vue de répondre aux besoins à court et à long terme du pays en matière de reconstruction, de relèvement et de développement;

7. *Prie* les programmes et les organismes compétents des Nations Unies — en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance — de maintenir et d'accroître leurs programmes présents et futurs d'assistance à la Guinée équatoriale, de coopérer étroitement avec le Secrétaire général pour organiser un programme international efficace d'assistance et de faire rapport périodiquement au Secrétaire général sur les mesures qu'ils ont prises et les ressources qu'ils ont rendues disponibles pour venir en aide au pays;

8. *Appelle l'attention* de la communauté internationale sur le compte spécial pour la Guinée équatoriale qui a été ouvert dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes spéciaux d'assistance économique afin de faciliter le versement de contributions pour la Guinée équatoriale et prie instamment les Etats Membres et les institutions financières internationales de contribuer généreusement à ce compte;

9. *Prie* le Secrétaire général d'envoyer une mission en Guinée équatoriale, pour tenir des consultations avec le Gouvernement au sujet de l'assistance supplémentaire dont il a besoin pour la reconstruction, le relèvement et le développement du pays, et de communiquer le rapport de cette mission à la communauté internationale;

10. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que des dispositions financières et budgétaires appropriées soient prises pour la mise sur pied d'un programme international d'assistance efficace à la Guinée équatoriale et pour la mobilisation de l'assistance internationale;

11. *Invite* le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole à attirer l'attention de leurs organes directeurs, aux fins d'examen, sur les besoins particuliers de la Guinée équatoriale et à rendre compte des décisions prises par ces organes au Secrétaire général avant le 15 août 1980;

12. *Prie* le Secrétaire général de faire connaître au Conseil économique et social, lors de sa seconde session

⁸² Ibid., 12^e séance, par. 281 à 333.